

de cette chambre y a déjà fait allusion, je signalerai un article venu à ma connaissance, il y a quelque temps, et publié par un journal que je crois très dévoué aux membres de la droite, le *Guardian* de Richmond. Parlant de la déclaration faite par un député, il dit :

« A part ceux qui sont venus au monde avec une cuiller d'argent dans la bouche, tous les fils d'Adam, du moins dans cette partie du monde, savent que les affaires sont très mauvaises, que les profits des cultivateurs sont presque nuls, et que les banques supportent la moitié de leurs clients. Nous ne voyons pas quelle utilité il peut y avoir à vouloir se faire illusion plus longtemps sur la prospérité du pays. On ne peut pas dire qu'un pays est prospère lorsque les classes dont le travail produit la richesse, vivent au jour le jour ; et il est inutile de nier que c'est dans cette situation que se trouve aujourd'hui notre classe agricole. . . . La crise gît à la base, et se fait sentir dans toutes les branches de la vie industrielle et spéculative, comme cela doit être, lorsque les travailleurs du sol ne peuvent pas joindre les deux bouts. »

Ces paroles ne sont pas de moi ; elles sont d'un voisin de l'honorable député de Stanstead (M. Colby), et je suis certain qu'il est en état de les corroborer par des preuves indéniables. En attendant, pour que le pays ait l'occasion de juger entre nous, je veux, avant que ces résolutions soient finalement adoptées, soumettre à la chambre ma manière de voir et celle de mes amis, sur la situation réelle de la population du Canada. Dans ce but, je propose en amendement :

Que tous les mots après "Que" soient retranchés et remplacés par les suivants :—

|                                                                                                                     |              |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|
| La dépense totale ordinaire du Canada imputable sur le fonds consolidé, pendant l'année fiscale 1878 a été de ..... | \$23,519,301 |
| Que la taxation totale perçue au cours du même exercice a été de .....                                              | 17,841,938   |
| Que la totalité de la dépense ordinaire accrue en 1889 a été de .....                                               | 36,917,334   |
| Que la taxation totale perçue au cours de la même année a été de .....                                              | 30,613,522   |

Qu'en sus du montant des taxes actuellement versées au trésor, une somme additionnelle énorme est soustraite annuellement de la population et est payée à certains particuliers et corporations sous prétexte de protéger et d'encourager certaines industries spéciales.

"Que, au cours des dix années expirées le 1er juillet 1889, la somme de \$232,512,878 a été prélevée sous forme de taxes réellement versées au trésor, indépendamment d'un montant additionnel énorme soustrait de la population pour les fins sus-mentionnées.

"Que la dite taxation est énorme et onéreuse et qu'elle est de nature à diminuer la valeur des terres servant à la culture et à augmenter la dette de la classe agricole spécialement.

"Que, de fait, la valeur des terres cultivées a grandement diminué, et que le montant des hypothèques sur ces terres s'est considérablement augmenté dans une grande partie du Canada depuis 1879.

"Que la taxation additionnelle que l'on cherche actuellement à imposer augmentera davantage les charges pesant sur la population et qu'elle aura probablement pour effet d'aggraver la détresse qui se fait malheureusement sentir parmi une forte partie de la population agricole du Canada, et que, dans de semblables circonstances, il est du devoir impérieux de la chambre, au lieu d'ajouter à la taxation onéreuse existante, de s'appliquer à diminuer les charges qui s'opposent au progrès et à la prospérité des principales classes productives du pays, et dans ce but, d'abolir ou réduire les taxes actuellement imposées sur les articles de première nécessité pour les fermiers, les mineurs, les pêcheurs et autres producteurs."

M. FERGUSON (Welland) : La rumeur prétend que l'honorable député d'Oxford-sud était à Washington, lorsque le tarif McKinley a été proposé, et j'aimerais à donner à l'honorable député l'occasion de dire à la chambre si cette rumeur est vraie ou fausse.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : Je ne connais rien du tout du tarif McKinley. Je n'ai jamais été consulté à ce propos, et je n'ai rien eu à y voir.

Sir RICHARD CARTWRIGHT.

Sir JOHN A. MACDONALD : Ce n'est pas là la question.

Sir RICHARD CARTWRIGHT : J'ai répondu à la question qui m'a été posée. Je ne connais rien à propos de ce tarif.

Sir JOHN A. MACDONALD : Qui est allé là ?

M. COLBY : La chambre est fatiguée et je le suis aussi, et si la tâche que j'entreprends, était un peu difficile, je me l'entreprendrais pas à une heure aussi avancée. J'ai écouté avec une grande attention l'honorable député qui vient de parler. Il est toujours écouté avec attention, soit qu'il fasse lui-même un discours budgétaire, ou qu'il en fasse la critique. Sa longue expérience, son expérience comme ministre des finances, la direction donnée à ces études, le mettent peut-être plus en état que qui que ce soit dans cette chambre de discuter ces questions fiscales avec beaucoup d'habileté, d'adresse et d'effet. Je l'ai entendu plusieurs fois, mais jamais avant aujourd'hui—il me pardonnera cet aveu—je ne l'ai vu obtenir de si piètres résultats. Le ministre des finances a proposé des modifications au tarif. Pour une raison ou pour une autre, l'honorable député a à peine fait allusion à ces changements, il accepte les calculs du ministre des finances à propos de la recette et de la dépense et des estimations pour le prochain exercice. De sorte que sa critique du discours sérieux, pratique et dépouillé d'artifices du ministre des finances, n'a rien d'inquisitif ; tous ses efforts ont été employés à produire sur la chambre l'impression que les cultivateurs de la province d'Ontario sont dans une profonde misère. Il a abordé cette partie de son discours avec beaucoup de précaution et, je pourrais presque dire, avec une évidente satisfaction ; mais je ne vois pas qu'il propose de remède pour faire cesser cette misère. Je n'aurai pas la naïveté de prétendre devant cette chambre, que l'agriculture soit nulle part aujourd'hui dans un état de prospérité sur le continent américain.

Je ne crois pas non plus que l'agriculture soit prospère aujourd'hui dans le monde civilisé. Il y a des causes qui échappent au contrôle de tout gouvernement, au contrôle de toute politique fiscale, et qui contribuent considérablement à la prospérité, ou au malaise, dans tout pays quelconque et dans tous les pays. Heureusement pour l'humanité, nous avons vécu en paix depuis plusieurs années ; la paix a régné dans le monde depuis assez longtemps. Nous avons échappé aux ravages et aux désastres de la guerre. Il n'y a pas eu de consommation extraordinaire de produits agricoles, ni de pertes considérables du travail qui crée ces produits. Depuis plusieurs d'années, les récoltes ont été généralement bonnes et dans plusieurs parties du monde, très abondantes. En ce qui concerne la production du sol, je ne crois pas que l'histoire ait enregistré une abondance plus uniforme, que celle dont le monde civilisé a été favorisé depuis quelques années. Dans différentes parties du monde, de nouveaux champs ont été ouverts à l'agriculture, et ces nouveaux produits sont venus en concurrence avec ceux des pays plus anciens. Ces causes, toute politique fiscale à part, ont amené une dépréciation des produits agricoles dans le monde entier. L'honorable député peut examiner la situation de la classe agricole, dans un état quelconque de l'union américaine, dans une partie du continent américain, ou dans tout pays qui nous est familier et je ne crois pas qu'il